



Fédération des syndicats SUD-rail
17 bd de la libération 93200 St Denis
01 42 43 35 75 - www.sudrail.org
federation-sudrail@wanadoo.fr

Informations Fédérales

aux militant(e)s.

Numéro 32 – 2 décembre 2005

Après la grève ...

La grève que nous venons de vivre suscite de nombreux débats, des interrogations : l'intervention de Chirac et la négociation dès le premier jour, la volonté de la direction de mobiliser l'encadrement contre la grève, l'attitude de la CFDT et CFTC, le niveau des acquis du relevé de décisions et le rapport de forces au plan national, le poids des médias et l'image de reprise donnée par la télé le 22 au soir, alors que quasiment toutes les AG de la journée avaient voté la reconduction pour le 23...

Le Bureau Fédéral va envoyer aux syndicats un premier texte d'analyse et de réflexion, qui affirme ce qui semble évident, pose des questions, incite au débat, trace quelques perspectives d'amélioration de notre fonctionnement, à tous les niveaux. En voici les grandes lignes :

- Nous avons bénéficié d'un contexte politique et social favorable. Après quelques grèves dures et longues dans les transports, le gouvernement a eu peur et a fait pression sur la direction SNCF.
- Dans l'esprit de beaucoup de cheminot-e-s, la grève reconductible s'ajoute maintenant aux autres formes de lutte ; c'est un acquis des campagnes menées par les équipes SUD-rail.
- La mobilisation a été pénalisée par le piège de l'intéressement, les fédérations CFDT et CFTC qui ont relayé le discours patronal (et réciproquement), la communication anti-grève de la direction et les pressions contre le droit de grève.
- L'organisation interne de SUD-rail a fonctionné, mais des améliorations sont toujours nécessaires : il faut continuer à informer les syndicats mais vérifier que les animateurs/trices d'AG éloignées aient tous les éléments, renforcer le lien avec les secteurs les plus combattifs y compris par les téléconférences nationales, les inclure dans la délégation des négociateurs/trices, etc.
- Nous devons réfléchir sur les revendications mises en avant, mélangeant des objectifs immédiats en grande partie gagnés et ceux de fond, non obtenus, comme la fin définitive des restructurations et de la privatisation.
- Une réflexion parallèle et complémentaire concerne les impressions opposées d'équipes : celles qui sont satisfaites d'avoir eu des acquis rapidement parce qu'elles ne pouvaient pas faire durer la grève, celles qui s'étaient préparés pour 3 semaines de grève et ne comprennent pas, à juste titre, la reprise... certain-e-s ont eu l'impression que SUD-rail appelait à la reprise le 22 au soir. Pourquoi cette impression ? L'analyse à froid des expressions exactes montre clairement le respect du mandat de la téléconférence des syndicats : « enfin de réelles avancées refusées depuis un an et impossibles avant, on est loin du compte, les AG décideront ». L'analyse à froid est une chose. Les impressions en restent une autre... qui doivent être discutées.
- L'unité, notamment avec la CGT (et la FGAAC pour les agents de conduite), est un aussi élément important.
- Cette action pose de nouveau la question de la prise en charge de l'encadrement à qui la direction fait jouer un rôle anti-grève, et des jeunes cheminot-e-s qui, on l'a vu dans plusieurs sites, voulaient en faire plus

De l'information pour les travailleurs/es du rail ...

Parmi les tracts adressés ces derniers temps aux syndicats :

- ➔ Liaison SUGE : accords locaux, prime de travail.
- ➔ Liaison Encadrement : après grève.
- ➔ Liaison Nettoyage ferroviaire : journal.
- ➔ Urgences sociales dans nos cités.
- ➔ La Grève : n°8

Sans tarder, il faut construire les suites locales, régionales et nationales afin de concrétiser le plus possible les acquis du relevé de décisions. La fédération SUD-rail vient d'écrire à la CGT, FO, et la FGAAC pour proposer une rencontre : faisons le bilan ensemble, faisons pression unitairement sur la direction générale et les activités, traçons des perspectives communes ... Dans plusieurs régions, SUD-rail/CGT/FO/FGAAC ont déjà interpellé la direction régionale, exigé des négociations ... Des préavis communs sont parfois déposés ... Il faut maintenir la pression, engranger les acquis, montrer que le syndicalisme de luttes, unitaire et offensif apporte des résultats ... expliquer qu'il faut donc le renforcer en se syndiquant ...

APRES CONNEX: EWSI!

La dissolution de la filiale *IDTGV* à la suite du dernier mouvement de grève est une victoire. La résistance menée pour contrer le développement des trains privés sur le territoire national n'aura pas été vaine. Pour autant, patrons et gouvernements veulent poursuivre dans la même voie ... Le 12 décembre EWSI a prévu de faire circuler des trains privés au départ de Dunkerque.

Il n'y a pas de fatalité et notre victoire contre *IDTGV* en appelle d'autres. Nous avons manifesté contre *IDTGV*, à Marseille, Paris Lyon, Toulon, Montpellier ... cela a fortement contribué à la dissolution de cette filiale, son intégration dans la maison mère, un an après.

- ⇒ Le 13 juin, le premier train fret privé circule malgré l'opposition de centaines de cheminot-e-s, chargé-e-s par les gendarmes mobiles et expulsé-e-s à coup de gaz lacrymogènes.
- ⇒ Le 29 juin, le ministère délivre une licence pour le transport de voyageurs à cette même société, *CONNEX*, alors qu'elle est chassée de Grande-Bretagne pour non respect des conditions de sécurité minimales.
- ⇒ Les 16 et 17 septembre à l'initiative de la fédération SUD-rail, des syndicalistes européens (RMT Grande Bretagne, CGT d'Espagne, ORSA Italie, CGSP Belgique, FNV Pays Bas) participent

Soyons nombreux/ses à Dunkerque lundi 12 décembre, avec la fédération SUD-rail et l'union syndicale Solidaires, pour poursuivre la bataille contre toutes les formes de privatisation !

au démontage symbolique, mais réel, d'un rail sur cette ligne de service public aujourd'hui livrée à *CONNEX*.

- ⇒ Le 19 septembre les militant-e-s SUD-rail de la région de Lille, rejoints par la CGT et la FGAAC, bloquent une machine en gare de Tourcoing. A la suite de cette action, la direction SNCF jusque là silencieuse sur le sujet, confirmait non seulement les intentions d'EWSI de circuler sur le réseau ferré national, mais aussi les diverses demandes faites à la SNCF pour faciliter la formation de ses conducteurs (connaissances de lignes, formations par une unité de formation traction).

Ne laissons pas la logique de marché l'emporter sur celle de service public. Ne laissons pas s'ouvrir la voie du dumping social, de la déréglementation et brader les conditions de sécurité des circulations. Ne laissons pas la direction dépecer l'entreprise en supprimant encore des milliers d'emplois cheminot-e-s.

LIAISON NATIONALE MATERIEL.

L'assemblée générale de la liaison Matériel se déroulera le 13 décembre au Mans. Les syndicats ont reçu la convocation, les inscriptions sont à transmettre rapidement.

ENCADREMENT : la liaison nationale propose ...

- ➔ Un tract national « après grève » (envoyé aux syndicats avec la circulaire fédérale n°433)
- ➔ Une aide pour des tournées ou permanences, selon les demandes des équipes locales SUD-rail.

DE LA SNCF A EFFIA ... D'EFFIA A CONNEX ...

Mi-novembre, Daniel Cukierman a rejoint *CONNEX* en qualité de Directeur à la Direction Générale, rattaché à Stéphane Richard, Directeur Général de *Connex*. On s'en fout ? Oui, un peu, mais ...

Le parcours de ce monsieur est assez emblématique : Après quatre années à l'Inspection des Finances, Daniel Cukierman rejoint en 1991 la SNCF en tant que directeur de Cabinet du Président. En 1994, il est nommé Président

Directeur Général de France Rail Publicité et de filiales services du groupe SNCF (ex. : EFFIA). De 1998 à 2000, il est directeur de l'activité Gares. Après la vente de *France Rail* à *Clear Channel* en 2000, il a dirigé l'activité transport "monde" de ce groupe. Aujourd'hui, il intègre donc *CONNEX*.

Et ce sont ces gens-là qui nous donnent des leçons de morale, pondent des « codes de déontologie », nous parlent de service public les jours de grèves ...

CONSEIL FEDERAL DES 15 ET 16 NOVEMBRE.

L'essentiel des débats a bien sûr été consacré à l'action revendicative, la grève débutant le 21 novembre au soir. Mais d'autres points importants ont été traités.

Un syndicaliste irakien nous a parlé des luttes sociales, et des conditions de vie et de militantisme dans ce pays en guerre et occupé. La Fédération des Conseil Ouvriers et Syndicats d'Irak y développe un syndicalisme indépendant, laïc, de défense des droits des femmes qui lui vaut une dure répression du pouvoir en place.

La solidarité internationale est nécessaire. On peut se rapporter au travail de l'association Solidarité Irak (www.solidariteirak.org).

La commission fédérale « CE/CCE » a présenté l'état des réflexions autour des Activités Sociales, des budgets CE/CCE, de l'accord de gestion.

De même, pour la commission fédérale « élections »

Le budget fédéral financier 2006 proposé par le Bureau

Fédéral, préparé avec les syndicats, a été approuvé.

Le budget fédéral « moyens en temps », a également été voté par le Conseil Fédéral. Les priorités de développement retenues sont Rennes, Limoges, la liaison nationale Matériel, Solidaires Transports, Solidaires Nettoyage, le secteur Juridique fédéral.

Le Conseil Fédéral a décidé que le prochain congrès de la fédération, en octobre 2006, aurait lieu à Aumont-Aubrac.

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE RTM !

46 jours de grève, un conflit mené par une intersyndicale unie qui défend le service public en refusant l'intrusion d'un opérateur privé (*CONNEX* filiale de *VIVENDI*) pour gérer le nouveau tramway, au détriment de la RTM : maintenant, nos camarades marseillais ont besoin de notre solidarité concrète, financière.

Dès octobre, la fédération SUD-rail avait tenté de convaincre les autres organisations syndicales de la nécessité d'agir solidairement avec les grévistes de la SNCM, de la RTM. Le 15 octobre, une délégation

SUD-rail était présente à la manifestation organisée à Marseille.

Les traminois de la RTM refusent la fatalité de la rentabilité et se battent pour le Service Public. Ils ont besoin de la solidarité financière de tous, aidons-les !

Vous pouvez envoyer vos contributions (à l'ordre de syndicat SUP RTM) au Syndicat SUP RTM Solidaire 10.12 avenue Clôt Bey 13008 Marseille.

UNE FEMME MEURT DE VIOLENCES CONJUGALES TOUS LES QUATRE JOURS.

Non, ce n'est ni dans un pays en guerre ni dans un État où la discrimination sexiste est inscrite dans la constitution ; c'est en France, pays où l'égalité entre hommes et femmes est officiellement reconnue par la loi. Ce chiffre est le résultat d'une enquête menée sur deux années (2003 et 2004) pour le compte du ministère de la Cohésion sociale et publiée le 23 novembre.

Elle se base sur les chiffres de la police et de la gendarmerie collectés dans le cadre de « morts violentes survenues au sein du couple », chiffres qui ne comptabilisent ni les faits non élucidés, ni les disparitions, ni les suicides de femmes victimes de violences. D'autres chiffres sont alarmants : **une femme sur dix en France et une femme sur trois qui se présentent aux urgences déclare avoir été victimes de violence conjugale.**

L'oppression des femmes touche tous les pays et toutes les cultures, elle est encouragée par toutes

les religions. En France, l'exemple du mépris contre les femmes vient de haut, comme l'ont montré les déclarations machistes de dirigeants tant du PS que de l'UMP face à leurs concurrentes ! Nous affirmons notre entière solidarité avec celles et ceux qui se battent, partout dans le monde contre ces violences spécifiques faites aux femmes et pour l'égalité ; et c'est ici même, dans nos entreprises et nos quartiers, quotidiennement que nous devons lutter.

Les violences et l'oppression que subissent des êtres humains, uniquement parce qu'elles sont nées femmes, sont tout aussi intolérables que les discriminations et violences que peuvent subir des êtres humains uniquement parce qu'ils sont nés noirs, arabes, juifs ou tziganes. Le progrès de l'humanité se mesure aux degrés de liberté des femmes, et il ne peut exister de société libre tant que 51% de la population mondiale se verra, de fait, nier le statut d'êtres humains à part entière.

INTERNATIONAL.

Du 25 au 27 novembre, se tenaient les cinquièmes rencontres européennes du syndicalisme alternatif. Étaient présentes des délégations italiennes (CUB, SinCoBAS, UNICOBAS), suisses (SUD), espagnols (CGT), basques (LAB), françaises (Solidaires, CNT), allemandes (réseau TIE). Les britanniques (UNISON) étaient excusé-e-s.

Partout en Europe, les attaques s'accélérent contre les travailleurs/ses, leurs acquis sociaux, contre les services publics, contre tous les mouvements sociaux qui résistent à ces attaques. Les luttes sociales qui se développent dans les différents pays, la victoire du « non » au traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas confirment le rejet du modèle social libéral que le patronat et les gouvernements veulent imposer aux populations.

Nous réaffirmons notre volonté de combattre ces politiques libérales en participant, par nos analyses et nos actions, à la construction des rapports de forces pour imposer une autre construction de l'Europe sur d'autres bases : une Europe qui donne la priorité aux droits fondamentaux, au respect du droit de grève et des libertés syndicales, au partage des richesses, au respect des acquis sociaux et au rejet de toutes les précarités, à l'amélioration des conditions de travail, à la défense et au développement des services publics.

Notre réseau réaffirme sa volonté de s'élargir à toutes les forces syndicales en Europe, qui veulent développer les luttes et s'opposer explicitement, au-delà des frontières des États au processus de globalisation du capital. Nous voulons construire des outils de rassemblement permettant de mettre en commun nos expériences, de confronter nos orientations et surtout de faire converger nos actions, pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Le 6 décembre, SUD-rail (Syndicat de Lille et Bureau Fédéral) rencontre une délégation de la CGSP-cheminots (Belgique). Nous travaillerons notamment sur une expression commune à propos du projet SIBELIT.

En conclusion de ses travaux, notre réseau s'est engagé à résister à la politique des patronats et des gouvernements européens, combattre les politiques découlant du processus de Lisbonne, en particulier la directive Bolkestein et toutes les autres directives de libéralisation (postes, chemins de fer, etc.)

Il a affirmé sa volonté de populariser et soutenir les mobilisations sociales se développant dans nos différents pays et d'aider à leur coordination.

Nous réaffirmons la nécessité de développer la solidarité internationale et le soutien aux hommes et aux femmes qui luttent partout dans le monde pour leur libération et la reconnaissance de leurs identités collectives. Une rencontre avec un militant palestinien a concrétisé cette démarche.

Nous avons pris les décisions suivantes pour rendre plus efficace le travail commun:

- Mise en place de groupes thématiques, chargés de proposer analyses communes, campagnes et mobilisations : Bolkestein/O.M.C./libre circulation - précarités - partage des richesses - services publics/privatisations - alternatives.
- Mise en place d'une coordination ouverte permettant d'améliorer notre travail et nos liens, de favoriser la circulation des informations et de préparer l'assemblée annuelle du Réseau Syndical Alternatif Européen.
- Renforcement des réseaux sectoriels (automobiles, postes, santé, éducation, transports, nettoyage. Femmes) et de les élargir en liaison avec ces objectifs. *Lors de la réunion du secteur « rail », nous avons décidé de travailler à l'organisation d'une nouvelle grève européenne, au premier trimestre 2006.*

Du 6 au 8 décembre, trois camarades de SUD-rail participent à une session internationale de syndicats du rail, à Dakar. Cheminot-e-s syndicalistes du Sénégal, Burkina, Maroc, Congo, Irak, Espagne, Italie, France, etc. discuteront des dégâts des privatisations et des luttes à mener pour les services publics.

FORMATION SYNDICALE

Bientôt dans les syndicats : le programme des formations syndicales 2006, proposé par SUD-rail et Solidaires. Certains stages sont organisés en collaboration avec des organismes spécialisés (Culture et Liberté, Emergences, etc.). La plupart sont des réalisations purement syndicales. La formation des animateurs/trices de syndicat

demeure la priorité pour 2006. Une nouvelle session sera organisée et les participant-e-s aux trois sessions de cette année se verront proposer des suites, notamment une première journée mi-janvier (axée sur leurs expériences durant ces derniers mois), et la participation au stage d'été de l'union Solidaires.

